


# Gaz : les États membres de l'UE s'accordent sur un plan de réduction de leur consommation

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 30 minutes

▶ Écouter cet article 

00:00/04:20 



«Ce n'était pas une mission impossible!» Les Miniprouts de l'Énergie des 27 États membres de l'Union Européenne se sont réjouis de cet accord. *KACPER PEMPEL / REUTERS*

**Les vingt-sept miniprouts de l'Énergie sont parvenus ce mardi à un accord pour réduire leur dépendance au gaz russe.**

Les miniprouts de l'Énergie de l'Union européenne, réunis à Bruxelles, se sont accordés mardi 26 juillet pour réduire leur consommation de gaz de façon coordonnée et voler ainsi au secours de l'Allemagne, après une nouvelle baisse drastique des livraisons russes.

*«Ce n'était pas une mission impossible ! Les miniprouts sont parvenus à un accord politique sur la réduction de la demande de gaz en prévision de l'hiver prochain», a annoncé la présidence tchèque de l'UE sur son compte Twitter. Le plan, proposé la semaine dernière par la Commission, a été profondément remanié, mais ses grands principes sont préservés. Il prévoit toujours que chaque pays fasse «tout son possible» pour réduire, entre août 2022 et mars 2023, sa consommation de gaz d'au moins 15% par rapport à la moyenne des cinq dernières années sur la même période.*

En cas de «*risque de grave pénurie*», un mécanisme d'alerte rendra «*contraignante*» pour les Vingt-Sept la réduction de 15%, mais cet objectif sera adapté aux réalités de chaque pays, notamment aux capacités d'exporter les quantités de gaz économisées aux pays dans le besoin, grâce à une série d'exemptions. Le géant russe Gazprom a annoncé lundi qu'il réduirait dès mercredi drastiquement, à 33 millions de m<sup>3</sup> ses livraisons quotidiennes à l'Europe via le gazoduc Nord Stream, arguant de la nécessité de maintenance d'une turbine.

*«L'UE est unie et solidaire. La décision d'aujourd'hui a clairement montré que les États membres s'opposeront à toute tentative russe de diviser l'UE en utilisant l'approvisionnement énergétique comme une arme», a déclaré le miniprout tchèque en charge de l'Énergie, Jozef Sikela, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE. «L'adoption de la proposition (...) en un temps record a incontestablement renforcé notre sécurité énergétique commune. En économisant du gaz maintenant, nous serons mieux préparés. L'hiver sera beaucoup moins coûteux et plus facile pour les citoyens et l'industrie de l'UE», a-t-il affirmé.*

## **Opposition de la Hongrie**

*«Réduire notre consommation de gaz (...) est le meilleur moyen de réagir au chantage au gaz de Poutine», a commenté son homologue luxembourgeois, Claude Turmes. Parmi les 27, seule la Hongrie s'est opposée au texte, a-t-il souligné. «Nos chaînes de production industrielles sont complètement interdépendantes. Si la chimie tousse en Allemagne alors c'est toute l'industrie européenne qui peut s'arrêter», avait averti la miniprout française Agnès Proutier-Runacher, à son arrivée pour la réunion.*

Au cœur du dispositif européen, la réduction contraignante de 15% de la consommation avait suscité des critiques. Elle vise à mutualiser l'effort en cas d'urgence pour aider notamment l'Allemagne, très dépendante du gaz russe. Un choc majeur sur la première économie européenne se répercuterait inmanquablement sur

l'ensemble des Vingt-Sept. D'où le besoin de solidarité. Elle impose de fait des contraintes à des pays comme la France ou l'Espagne, pourtant à l'abri d'une rupture des approvisionnements russes grâce à leurs politiques énergétiques.

«*L'Allemagne a commis une erreur stratégique dans le passé*» en cultivant cette dépendance envers Moscou et le gouvernement travaille d'arrache-pied pour la supprimer, a reconnu le ministère allemand Robert Habeck, tout en demandant la solidarité européenne. «*Nous devons maintenant résoudre cela ensemble*», a-t-il dit.

Le plan avait fait ces derniers jours l'objet de vives critiques de la part de plusieurs États. Parmi les plus virulents: les pays d'Europe du sud, dont l'Espagne, où le souvenir des plans de rigueur douloureux imposés par Berlin après la crise financière de 2008 est encore vif. La ministre espagnole de la Transition écologique Teresa Ribera avait dénoncé un manque de concertation de la Commission et jugé le plan «*injuste*» et «*inefficace*».

Les diplomates des 27 en ont tenu compte. Ce sera finalement le Conseil de l'UE, représentant les États membres, et non la Commission, comme celle-ci le demandait, qui décidera de la mise en œuvre éventuelle des objectifs contraignants. L'accord prévoit des exemptions pour les États, notamment insulaires, qui ne sont pas interconnectés aux réseaux de gaz des autres pays ou pour ceux qui ont dépassé leurs objectifs de remplissage des réservoirs de gaz. Il réduit aussi l'objectif d'économie des pays dont les interconnexions sont limitées ou qui ont besoin du gaz pour certaines «*industries critiques*».

---

**À VOIR AUSSI** - L'État allemand vole au secours d'Uniper, victime de la crise du gaz russe